



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la Sarthe  
Service Protection de l'Environnement**

19 Boulevard Paixhans  
CS 91631  
72016 LE MANS Cedex 2

Le Mans, le 24/04/2026

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 08/04/2026

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EARL BUISSONS**  
Lieu-dit Les Buissons  
72170 VERNIE

Code AIOT : 0100002872

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement EARL BUISSONS, implanté les Buissons - 72170 VERNIE. L'inspection a été annoncée le 30/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL BUISSONS
- Lieu-dit Les Buissons - 72170 VERNIE
- Code AIOT : 0100002872
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation autorisée au titre de la rubrique 3660 pour 144000 emplacements maximum en configuration cailles, par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2024-0192 du 23 juillet 2024.

La capacité des poulaillers et le fonctionnement autorisés sont les suivantes, selon les situations :

Poulailler	Surface utile	Nombre de places				
		Poulets standards	Poulets certifiés	Cailles	Dindes	Pintades
P1	800	17 600	13 600	72 000	6 400	12 000
P2	800	17 600	13 600	72 000	6 400	12 000
Total	1600	35 200	27 200	144 000	12 800	24 000

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation au dossier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Évaluation environnementale	Autre du 24/09/2020, article R 181-46	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
9	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Demande d'action corrective	3 mois
10	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 27 et 37	Demande d'action corrective	3 mois
14	Émissions atmosphérique d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	9 mois
11	Application des programmes d'action nitrate	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe 1 : I à VIII	Demande de justificatif	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
7	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
12	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Sans objet
13	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de la visite sur site, il a été constaté la construction et la mise en service de deux nouveaux bâtiments d'élevage, d'une surface chacun de 1200 m<sup>2</sup>, soit une emprise au sol de 2400 m<sup>2</sup> supplémentaires sans que cette modification ne soit portée à la connaissance du Préfet.

Pour rappel, l'article R.181-46 qui précise : « *II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.* »

La construction de ces bâtiments permet l'exploitation, dans l'hypothèse la plus chargée, de 75860 emplacements de volailles, répartis comme suit :

- bâtiment GH : 26100 emplacements de poulets,
- bâtiment CD : 16320 emplacements de poulets,
- bâtiment EF : 2 fois 10320 emplacements de dindes (détassage en cours de lot),
- bâtiment AB : 12800 emplacements de pintades.

La portée de cette extension d'activité n'entre pas dans le champ de l'évaluation environnementale systématique (annexe à l'article R 122-2 du code de l'environnement).

Ainsi, au vu du caractère notable des incidences négatives sur l'environnement de la modification, une procédure d'examen au cas par cas est à déposer selon la procédure prévue à l'article R.122-3-1.

Il est d'ores et déjà identifié que, au vu de l'augmentation d'effectif, le plan d'épandage nécessite une actualisation.

Il est rappelé que seules les méthodes officielles peuvent aboutir à la production d'un support de culture normalisé, l'ajout d'un adjuvant ne peut en aucun cas être considéré comme un processus homologué permettant de s'affranchir d'un plan d'épandage. L'ajout de produit ne permet pas, dans les conditions d'utilisation décrites, d'obtenir un produit normé.

D'autres non-conformités ont été relevées, elles devront faire l'objet d'actions correctives dans un délai de 3 mois :

- absence de plan des zones à risques à jour,
- absence de mise à jour du plan de dératisation,
- absence de vérification des extincteurs dans les délais impartis,
- absence d'enregistrement des îlots de stockage de fumier au champ.

***Il est proposé à Monsieur le Préfet un arrêté de mise en demeure à votre rencontre afin de régulariser votre situation administrative, soit en :***

- ***déposant un dossier de porter à connaissance incluant une décision dispensant ou pas cette modification notable d'évaluation environnementale,***
- ***soit de limiter l'exploitation des seuls bâtiments autorisés par l'arrêté n° 2024-0192 du 23 juillet 2024.***

***L'échéance de la mise en demeure est fixée au 31 juillet 2026. À ce terme, la non régularisation de la situation pourra entraîner la mise en place d'une astreinte administrative.***

Le projet de mise en demeure est joint au présent rapport.

## 2-4) *Fiches de constats*

### N° 1 : Conformité de l'installation au dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> L'exploitation est autorisée à exploiter un élevage avicole composé de 2 bâtiments de 800 m <sup>2</sup> au total et de ses annexes pour 144 000 emplacements maximum et en configuration cailles.  <b>NON-CONFORMES :</b> - 2 bâtiments supplémentaires de 1200 m <sup>2</sup> ont été construits. Ces bâtiments ont été mis en service en septembre 2025, - deux citernes de stockage de gaz ont été ajoutées (en lien avec la construction des nouveaux bâtiments). La capacité de stockage de gaz n'est plus conforme à celle indiquée dans le dossier d'autorisation de 2023. Le volume stocké actuellement dépasse le seuil de la rubrique 4718.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Évaluation environnementale

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 24/09/2020, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Élevage, évaluation environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :  1°) en constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;  2°) ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;  3°) ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.  La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.  II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir aux consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-22 à R.181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45.

<p><b>Constats :</b></p> <p>En prenant compte les deux bâtiments de 1200 m<sup>2</sup>, les effectifs présents en simultané, dans l'hypothèse la plus chargée, ne dépassent pas le seuil de 85 000 emplacements poulets, fixé dans l'annexe à l'article R.122-2 du code de l'environnement, exigeant une évaluation environnementale systématique (79 380 emplacements totaux en configuration 3 bâtiments poulets et 1 bâtiment d'indes, soit 58 740 emplacements poulets).</p> <p>La situation nécessite tout de même le dépôt d'un dossier dans lequel les impacts devront être analysés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, zones à risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« I. L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).</p> <p>« L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.</p> <p>« L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2024.</p> <p>« L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.</p> <p>« II. L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p> <p>« Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2024.</p> <p>« Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>« Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan des zones à risque n'a pas été présenté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Sécurité Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> La lutte contre les rongeurs est assurée par une entreprise prestataire. Un relevé des pièges est prévu tous les 4 mois.
<b>NON-CONFORMES :</b> - le dernier passage semble ne pas avoir été enregistré sur le tableau de suivi, - bien qu'effectif sur les deux nouveaux bâtiments, le plan de dératisation n'a pas été mis à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.
La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.
Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ; - par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.
Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. « Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2024. »
Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

<p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les numéros d'appels d'urgence sont affichés dans la salle de « pause ».</p> <p><b>NON-CONFORMES :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le site est équipé d'extincteurs ; ceux-ci n'ont pas fait l'objet d'une vérification périodique au cours de l'année écoulée,</li> <li>- une poche d'eau de 120 m<sup>3</sup> a été installée sur le site à proximité des 2 bâtiments initialement autorisés. Au vu de la construction de deux bâtiments supplémentaires, le dimensionnement et l'emplacement de cette réserve d'eau sont à revoir avec le SDIS.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : Dispositif de prévention des accidents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> <p>« L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>« Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. »</p>

**Constats :**

Les installations électriques font l'objet de contrôles périodiques (vu contrat en date du 28/04/2022).

Les cuves de stockage de gaz ont fait l'objet de contrôles par l'entreprise à laquelle elles appartiennent en 2022.

Les deux nouvelles cuves de stockage ont été installées en 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

**Thème(s) :** Élevage, pollution

**Prescription contrôlée :**

« I.» Tout stockage « en réservoir » de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs « enterrés placés en fosse ».

« L'exploitant veille au bon état des rétentions. »

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

« II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.
« Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1 <sup>er</sup> novembre 2022. »
<b>Constats :</b> La cuve de stockage des hydrocarbures est équipée d'une double paroi. Les bidons de produits phytosanitaires sont stockés dans un local dédié, fermé à clé et ventilé. Le sol de ce local est imperméable et en pente, ce qui permet de diriger les écoulements sans risque de déversement vers le milieu naturel. Point d'amélioration : plusieurs bidons sont stockés au sol ; en cas de fuite d'un produit, la corrosion d'un de ces bidons n'est pas exclue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.  En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.  Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.
<b>Constats :</b> L'eau utilisée provient du réseau public. La consommation d'eau pour l'abreuvement est enregistrée quotidiennement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Collecte et stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Stockage des effluents : en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
<b>Constats :</b> Après chaque lot, le fumier est stocké au champ.
<b>NON-CONFORME :</b> le stockage au champ n'est pas enregistré dans le cahier d'épandage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 :** Plan d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 27 et 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Plan d'épandage
<b>Constats :</b>  <b>NON-CONFORME :</b> l'augmentation d'effectif engendre une augmentation des effluents. Le dimensionnement du plan d'épandage n'est plus à jour.  L'exploitant a indiqué l'utilisation du produit « bactériolit » afin de composter ses effluents. Ce produit n'est pas reconnu comme une méthode officielle. Pour rappel, le compostage est un procédé biologique aérobie contrôlé comportant habituellement une phase de montée en température, qui permet l'hygiénisation et la stabilisation par dégradation / réorganisation de la matière organique et conduit à l'obtention d'un compost utilisable comme amendement ou engrais organique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 :** Application des programmes d'action nitrate

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe 1 : I à VIII
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Gestion des effluents et des épandages : période - stockage - plan de fumure et cahier d'enregistrement - couvertures végétales
<b>Constats :</b> Le cahier d'épandage de la dernière campagne ainsi que le plan de fumure prévisionnel n'ont pas été transmis à l'issue de l'inspection sur site. Ils seront à communiquer dans le délai indiqué ci-dessous.
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatifs
Proposition de délais : 1 mois

**N° 12 :** Déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.  Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.

<p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.</p> <p>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les cadavres sont collectés dans des contenants étanches avant leur collecte par l'équarrisseur (vu historique des collectes depuis le début de l'année 2026).</p> <p>Les déchets sont collectés par la coopérative agricole en vue de leur élimination dans les filières adéquates (vu bordereaux de remise de déchets d'élevage et médicamenteux en date du 21/05/2025).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Mise en œuvre des MTD**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, dossier</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p> <p>« Sans préjudice des dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R.515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>« L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La mise en œuvre des MTD contrôlées suivantes est effective :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- gestion nutritionnelle, MTD 3 : distribution d'une alimentation multiphasée à différents stades de croissance,</li> <li>- utilisation rationnelle de l'eau, MTD 5 : l'enregistrement quotidien des consommations d'eau permet le repérage rapide des fuites, le lavage des bâtiments est effectué avec un système haute pression,</li> <li>- utilisation rationnelle de l'énergie, MTD 8 : l'ambiance des bâtiments est pilotée informatiquement ce qui permet une optimisation des paramètres, l'éclairage est assuré par des néons LED et par lumière naturelle,</li> <li>- réduction des émissions atmosphériques d'ammoniac des bâtiments, MTD 32 &amp; 32 : les bâtiments, en ventilation statique, sont équipés de pipettes d'abreuvement afin de limiter l'humidité dans la litière.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Émissions atmosphérique d'ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.  L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.  Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.
<b>Constats :</b> Les émissions provenant de l'élevage n'ont pas été déclarées. L'exploitant ne dispose pas de compte GEREPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois